

**Bordj Bou**  
**Arréridj**  
Investir  
sur les hauts  
plateaux p.16

**Trèfle**  
Veut  
maîtriser  
ses coûts p.24

Edition Algérie

JUILLET 2008

# RIA

LA REVUE DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

17€ - 1557 DA - www.ria.fr

# Boissons

## Montée en gamme p.22

Marché p.30

Formulation p.32

Conditionnement p.36

## Reportages

- Prima Glaces à Bab Ezzouar p.10
- Bellat à Tesala El Merdja p.21
- Pâturages d'Algérie à Tizi-Ouzou p.22

## Technologie

- Films d'emballage p.41
- Panification p.44
- Marquage p.48

Les pays méditerranéens s'enliseront-ils dans leurs problèmes alimentaires au risque de crispations diverses et d'initiatives divergentes, ou chercheront-ils à faire de la Méditerranée un laboratoire de développement durable et responsable? Le CIHEAM, dans son rapport Méditerranée 2008, envisage quatre scénarii pour 2020.

# Méditerranée

## Le futur alimentaire commence déjà

« **L**a Méditerranée est un précipité chimique absolu entre les effets de la mondialisation, les tensions, les conflits, le tout dans la contradiction beaucoup plus que dans la convergence », déclarait Bertrand Hervieux, secrétaire général du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) lors

de la sortie du rapport Méditerranée 2008. À l'heure où la question alimentaire se fait préoccupante et déclenche dans certains pays, comme l'Égypte, des manifestations de rue, les pays méditerranéens ne feront pas l'économie d'un bilan objectif de leur situation s'ils veulent envisager des perspectives de développement agricole et agroalimentaire. Si l'urbanisation, ancienne, est

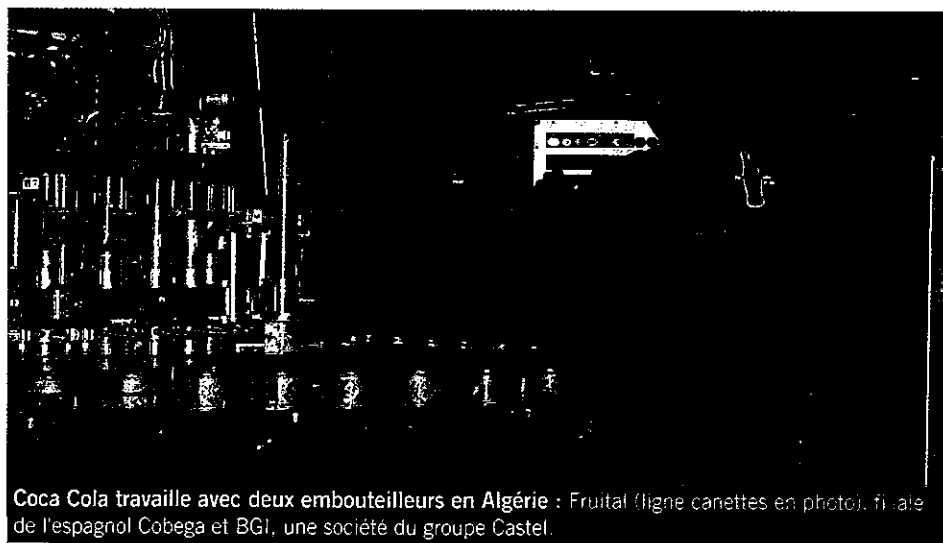
globalement irrépressible dans ces pays, le pourcentage d'actifs agricoles reste élevé. Un tiers de la population du Sud et de l'Est de la Méditerranée est rural. Avec de fortes disparités : la Turquie se caractérise par une population agricole nombreuse et traditionnelle, mais ouverte à la modernité alors qu'en Algérie, la paysannerie n'aurait pas encore « la force sociale » suffisante pour qu'un modèle

de développement s'épanouisse facilement. Le commerce agricole s'avère fragile avec des dépenses en augmentation et une balance extérieure en déficit croissant, que ce soit en produits agricoles ou alimentaires (voir tableau). Le tout dans un contexte d'augmentation des prix alimentaires propice aux tensions sociales. L'Algérie, le Maroc et l'Égypte sont les trois plus gros importateurs de pro-

### Attirer les investissements des grandes multinationales

● À la fin des années 1990, près de 670 000 personnes travaillaient dans les IAA au sein des PSEM contre 1,2 million environ dans les pays méditerranéens de l'UE. Regroupées essentiellement en Turquie, en Égypte, au Maroc et en Israël, elles souffrent d'un manque d'organisation et subissent un cadre juridique et commercial contraignant (investissements faibles). Leur modernisation est lente et les handicaps naturels de la région ne les favorisent pas. Certaines IAA s'orientent vers des cultures d'exportation mais les plus grandes firmes destinent surtout leurs produits au marché domestique. Toutefois, on voit apparaître de grands groupes industriels nationaux, tels Poulina en Tunisie, Cévitel en Algérie, Tnuva en Israël et Sabanci Holding en Turquie. Ils sont très actifs dans des activités sortant du domaine agroalimentaire. Au Maroc, les IAA se développent et restent le premier secteur manufacturier du pays. La Turquie peut aujourd'hui s'enorgueillir d'avoir un tissu assez structuré.

● Des progrès ont été enregistrés ces dernières années : 159 filiales agroalimentaires de firmes multinationales étrangères dans les PSEM en 2002, contre 24 en 1988. Il s'agit



Coca Cola travaille avec deux embouteilleurs en Algérie : Fruital (ligne canettes en photo), filiale de l'espagnol Cobega et BGI, une société du groupe Castel.

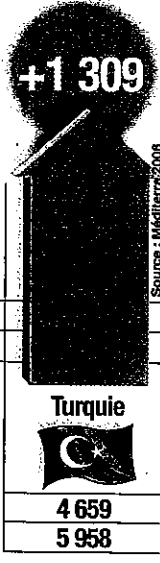
souvent de sociétés américaines, qui souhaitent se positionner en Méditerranée à l'image de Sara Lee Corp, Coca Cola & Co, Procter and Gamble et Pepsico. D'autres groupes, tels que Nestlé (Suisse), Unilever (Pays-Bas) et surtout Danone (France), ont également investi dans les PSEM pour y développer des filiales agroalimentaires. Cependant, entre

1987 et 2006, sur le total des fusions acquisitions réalisées dans le monde par les 100 premières multinationales agroalimentaires, seules 1,1 % concernaient les PSEM (dont 0,6 % pour la Turquie), à comparer avec les 20 % des pays méditerranéens de l'UE.

D'après la banque de données AgroData, gérée à l'IAMM CIHEAM par le professeur Selma Tozanli.

# Une balance commerciale agroalimentaire fortement déficitaire

Situation agro-commerciale des PSEM\* en 2004 (en millions de dollars US)



Algérie	Egypte	Maroc	Liban	Israël	Jordanie	Syrie	Tunisie
4 050	3 014	2 058	1 346	2 425	1 379	1 193	1 181
55	1 314	964	252	1 430	563	983	974
-3 995	-1 700	-1 094	-1 094	-995	-816	-210	-207

(\*) PSEM Pays du Sud et de l'Est méditerranéen

duits agricoles au monde ! La Turquie réalise, à elle seule, 50 % des exportations agricoles et alimentaires du Sud et de l'Est méditerranéen. Cette dépendance est particulièrement marquée dans le domaine des céréales, où 70 % des approvisionnements sont extra-méditerranéens, la moitié provenant du Canada, de l'Australie et de l'Argentine... Les pays du Sud et de l'Est méditerranéen captent à eux seuls 12 % des importations mondiales de céréales alors qu'ils ne représentent que 4 % de la population mondiale. Depuis le début des années 60, les importations nettes ont été multipliées par 21 en Algérie, par 20 au Maroc et par 4 en Égypte. Les besoins de l'Algérie ont quintuplé sur la même période, stimulés à la fois par la demande humaine et

les besoins de l'élevage. Et le phénomène n'est pas prêt de s'arrêter. Pendant vingt ans, le discours officiel n'a pas été en faveur des céréales, selon le rapport du CIHEAM. Les cours étaient trop bas pour stimuler la production. Ils sont aujourd'hui au plus haut. Parallèlement à la question céréalière, la gestion des ressources naturelles se révèle un autre facteur limitant. Élévation de la température, plus grande fréquence du processus de désertification et baisse avérée de la biodiversité sont le lot d'une région fragilisée par un problème de disponibilité hydrique et qui a le plus fort

taux de non-accessibilité en eau potable. Côté distribution, les pays qui ont beaucoup mis sur l'importation des céréales ne sont, bien souvent, pas en mesure de fournir aux grandes centrales les sources d'approvisionnement locales. De sorte que l'émergence bien réelle d'une classe moyenne solvable n'a pas entraîné le développement d'un système agricole vertueux. Au contraire, elle s'est traduite par une ouverture encore plus forte aux marchés mondiaux avec une augmentation des dépenses. La paysannerie, de son côté, a été plutôt renvoyée vers

des marchés locaux non solvables. Enfin, pourtant réputée pour son régime alimentaire équilibré, la Méditerranée enregistre des changements d'alimentation qui entraînent des désordres de santé comme le surpoids...

## Quatre scénarii pour 2020

Le rapport Mediterra 2008, fruit d'un travail ayant mobilisé des compétences pluridisciplinaires et de nombreux experts méditerranéens a identifié quatre grands scénarii possibles pour l'agriculture en Méditerranée à l'horizon 2020. Le premier, qualifié de tendanciel, prolonge dans le temps les dynamiques actuellement en œuvre. L'environnement se dégrade, les clivages territoriaux se durcissent et la production agricole se fragilise tandis que les modes de consommation se transforment et que la croissance démographique se poursuit. L'heure est alors à la mise en place de corridors de libre-échange entre l'UE et certains PSEM (1), déjà handicapés par des contraintes naturelles exacerbées. Ils voient ▶▶▶

## REPÈRES Mediterra 2008 : cinq priorités d'actions identifiées

- **Produire plus et mieux** tout en ménageant les ressources naturelles, notamment l'eau.
- **Développer la sécurité alimentaire.**
- **Structurer la filière**, de la production à la distribution : que la Méditerranée mange méditerranéen.
- **Élaborer des stratégies de développement** innovantes sur les territoires ruraux.
- **Renforcer et mutualiser** les capacités de recherche et de formation.

## Les besoins de l'Algérie ont quintuplé depuis les années 60

►►► marges à l'export se rétrécir compte tenu du développement de la normalisation sanitaire pour échanger. À l'inverse, la libéralisation des échanges profite aux grandes industries alimentaires européennes sur les produits dont les PSEM sont déficitaires. L'agriculture, cloisonnée dans les simples périmètres de l'économie et de l'agronomie, demeure insuffisamment présente dans les enceintes de coopération régionale.

### Sécurité alimentaire

Dans le prolongement de ce premier scénario, le second décrit une Méditerranée où les convoitises s'accroissent sur les ressources hydriques et foncières alors que la sécurité alimentaire redevient

stratégique dans un contexte de renchérissement des produits agricoles. Viennent s'ajouter une série de facteurs handicapants comme les inégalités sociales exacerbées, la montée des communautarismes, les mouvements migratoires et un fossé grandissant entre espaces littoraux mondialisés et zones rurales pauvres et enclavées. Et pendant que de grands pôles régionaux s'organisent à travers le globe, l'Europe et la Méditerranée font le choix de s'ignorer.

Troisième scénario identifié par le CIHEAM, celui d'une Méditerranée éclatée mais réactive. Elle se construit au gré des circonstances et selon des logiques politiques fondées sur la primauté de l'intérêt bien compris. À titre



La majorité des espaces cultivés en Algérie est inférieure à 10 hectares selon Omar Bessaoud, et former ses agriculteurs.

**INTERVIEW >** Omar Bessaoud, enseignant chercheur à l'IAMM (\*) Montpellier

## « L'Algérie doit jouer la carte des marchés locaux et étrangers »

**RIA :** Quels sont les atouts et les faiblesses de l'agriculture algérienne?

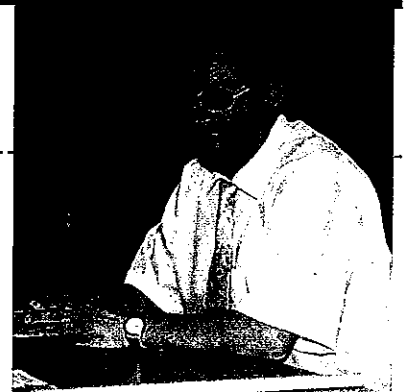
**Omar Bessaoud :** L'Algérie dispose d'une importante ressource naturelle de 8,5 M d'hectares, mais les trois quarts se trouvent en zone aride et semi-aride. Les vastes plaines cultivables s'urbanisent et le pays ne dispose plus que d'environ 500 000 hectares. Il doit faire face à de nombreux handicaps : pluviométrie très irrégulière, importantes variations de température et influence saharienne marquée. La situation est aggravée par une augmentation des températures d'environ 1 à 2 °C dans l'Ouest algérien. Et les ressources en eau et en sol sont limitées et localisées

à 80 % dans le nord du pays et quelques tâches d'oasis. La structure des exploitations est peu favorable à la productivité. On compte 1,5 M d'agriculteurs dont 70 % ont moins de 10 hectares et sont rarement organisés en formes collectives. Avant 1987, les terres agricoles appartenaient au système public autogéré dont sont issus nombre des exploitants actuels (ex-employés) qui se sont vus attribuer des terres. La moitié d'entre eux est âgée, faiblement formée, voire analphabète. L'assise paysanne est d'autant plus faible que, pendant trente ans, il n'y a eu que peu, ou pas, d'organisation professionnelle, ni d'aide à l'installation.

**RIA :** N'y a-t-il pas une évolu-

tion favorable depuis la mise en place du PNDA?

**O.B. :** Le Plan national de développement agricole (PNDA) a aidé au développement de certaines cultures, comme la pomme de terre, via des encouragements à la production. Mais il n'y a pas eu à proprement parlé de révolution verte. Les problèmes techniques perdurent. Dans le nord du pays, les trois-quarts de la production sont en céréales, avec des rendements de 7 à 8 quintaux pour une production globale moyenne de 20 à 21 M de quintaux. L'Algérie en produisait déjà 18 M au début du siècle. Il est difficile de sélectionner des variétés résistantes et nous avons des problèmes d'irrigation. Celle-ci est plutôt réservée



aux cultures riches, comme les agrumes ou le maraîchage.

**RIA :** La désalinisation peut-elle pallier les carences en eau?

**O.B. :** Nous construisons effectivement des unités de désalinisation [NDLR : l'Algérie s'apprête à réaliser deux grandes implantations de dessalement avant 2009. La première, parmi les plus importantes au monde, sera en mesure de fournir 500 000 m<sup>3</sup> d'eau potable par jour à toute la région



ssaoud de l'IAMM de Montpellier. Pour se moderniser, le pays doit augmenter

d'exemple, l'Algérie troquerait son gaz contre du blé ukrainien afin d'assurer ses approvisionnements en biens alimentaires de base tout en fournissant une ressource énergétique à un partenaire extra-méditerranéen.

Si ce scénario laisse augurer des résultats très concrets, il ne dessine aucune intégration en Méditerranée. Au contraire, seuls risquent de compter les espaces utiles mondialisés: centres urbains des villes littorales et sites touristiques.

**Entre opportunisme et organisation**

Le quatrième scénario, en revanche, est celui d'un avenir en confiance où l'Europe et la Méditerranée font le pari de s'associer pour ne pas s'affaiblir séparément. Il puise dans les sources de mobilisation dont la région recèle, à commencer par son potentiel agroalimentaire et territorial.

La politique agroalimentaire et environnementale euro-méditerranéenne aurait pour mission de répondre aux objectifs majeurs : assurer l'indépendance ainsi que la sécurité alimentaire de la zone, lutter contre les changements climatiques, préserver l'environnement, façonner de nouveaux équilibres socio-économiques entre les territoires ruraux et urbains. Cela participerait au rayonnement de la diète méditerranéenne qui ferait ainsi l'objet d'une réappropriation de la part des consommateurs.

Fort de ce cadre législatif et politique, un milieu économique et organisationnel se conforterait et le partenariat encouragerait les organisations de producteurs à se structurer, les transformateurs à investir et la distribution à s'approvisionner dans les territoires.

ISABEL GUTIERREZ

(1) PSEM pays du sud et de l'est méditerranéen

d'Oran. La seconde installée à Oued Sebt, à 100 km d'Alger, produira environ 100 000 m<sup>3</sup> par jour]. Mais cela coûte très cher et ces implantations sont consacrées à la consommation domestique. Il faut savoir que les trois-quarts des ressources en eau sont déjà consacrés à l'agriculture et que nous importons de l'eau potable de Marseille.

**RIA : Quelles sont les solutions envisageables ?**

**O.B. :** Pour se moderniser, l'Algérie aurait intérêt à diminuer la pression foncière, à rehausser la taille des exploitations et à former les agriculteurs. Depuis les années 70, le pays tente de se diversifier vers la culture de la pomme de terre, mieux adaptée aux conditions pédoclimatiques. Nous avons multiplié la production par 4 depuis les années 80. Mais elle reste chère, de 50 à 70 dinars le kilo quand le Smic se situe à 12 000 dinars.

**RIA : Vers quels types de pro-**

**ductions l'Algérie peut-elle se diversifier ?**

**O.B. :** Il faudrait d'abord s'attacher à diversifier la ration alimentaire nationale, très basée sur les céréales autour de la consommation de couscous, de pâtes alimentaires ou de pain. Le pays essaie, par exemple, de développer la production laitière, principale source de protéine animale. La production de lait frais ne couvre que 20 % de la demande locale. Le développement de l'élevage avicole industriel est encore limité et cher : 250 dinars le kilo. Et ne garantit pas l'autosuffisance.

**RIA : Dans ce contexte, quelle est la place de l'industrie agroalimentaire ?**

**O.B. :** L'Algérie importait pour 2 Mds de dollars de produits agroalimentaires en 1980, elle atteint aujourd'hui les 4,5 Mds pour 30 M d'habitants ! Et une grande partie des IAA transforme des produits importés. Les produits laitiers sont réalisés à

partir de poudre de lait, importée puis recombinaée. Même chose pour les huiles. Quant au sucre, le pays, contrairement au Maroc, ne produit pas de betteraves sucrières.

**RIA : Quelles sont les compétences du pays en matière de transformation ?**

**O.B. :** Le pays a quelques conserveries de tomates locales industrielles qui ont fait d'importants progrès, même s'il leur en reste à réaliser en productivité. Il faut certainement développer des complexes d'industries agroalimentaires basés sur la production locale. À l'instar des boissons, jus de fruits, eaux minérales ou limonades. Le pays peut également compter sur la présence de multinationales comme Coca-Cola, Fanta, Pepsico...

**RIA : Quelles sont ses perspectives de développement pour les IAA ?**

**O.B. :** L'Algérie doit faire des efforts de recherche agronomique

et de formation pour lever les verrous à la productivité. Mais elle a des cartes à jouer sur le lait ovin, l'huile d'olivier et d'amandier et les dattes pour lesquelles le pays est le premier exportateur mondial et qui connaît la mise en place d'une filière bio, comme le fait la société Bio-Noor avec des produits certifiés Ecocert. Il y a une carte à jouer sur des produits de terroir comme les câpres, les abricots, les nèfles, les pommes ou le raisin de table ou en jus. L'Algérie a tout à gagner à adopter un modèle qui favorise la transformation des produits locaux et leur diffusion, tant locale qu'étrangère, en installant des IAA qui produisent des produits complémentaires à ceux de ses concurrents. Cela pourrait être le cas de l'agneau des steppes. Mais cela passera par une politique de labellisation, avec des structures plus développées.

(\*) IAMM : Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier.